

## LE GRAND MENSONGE

## CONTINUE

PAR JEAN-PAUL FITOUSSI\*



Fred Hutkin / globeper

Le pouvoir des banques, loin d'être diminué, a été renforcé par la crise. Tout est en place pour faire naître de nouvelles bulles.

**Marianne :** *Un peu plus de un an après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, on croyait la crise en voie de résolution lente. La faillite de Dubaï fait resurgir le spectre d'une deuxième vague, aussi violente que la première. Comment expliquez-vous un tel revirement ?*

**Jean-Paul Fitoussi :** Ce qui vient de se passer à Dubaï, chacun pouvait l'anticiper. Mais on s'était empressé de refouler cette quasi-certitude, cela prouve que nous n'avons pas réellement avancé. Le système financier n'est pas plus transparent qu'il ne l'était avant la crise. Au contraire, le grand mensonge est encore en place.

Le chômage est là, les inégalités progressent. Ce ne sont pas les quelques dixièmes de point de croissance des derniers trimestres qui changent les choses, notamment pour les peuples. En revanche, les banques, elles, profitent à plein régime du sauvetage organisé par les Etats. En témoigne d'ailleurs la vitesse à laquelle elles ont renoué avec les bénéficiaires et se mettent à distribuer des bonus.

**Or, on nous promettait que rien ne serait plus comme avant...**

**Pourquoi ce décalage ?**

**J.-P.F. :** Le lobby des banques a joué un rôle capital en manipulant les gouvernements. J'entends par « manipuler » le fait que leurs principaux dirigeants n'ont pas révélé toute la vérité. Ils ont ainsi affirmé, à tort, qu'ils n'avaient pas besoin du sauvetage des gouvernements, invalidant du même coup la nécessité d'un contrôle étatique accru sur leurs activités. Ils ont également menti, au moins par omission, sur la réalité des risques portés par leur bilan. On a bien fait de les soutenir, car s'abstenir aurait provoqué une catastrophe épouvantable. Mais on n'a pas été suffisamment fort pour leur imposer

des conditions. Au poker menteur, les banques se sont montrées plus fortes. Mais les opinions publiques, elles, sont indignées. Le prochain coup, elles ne se laisseront pas avoir.

**Les banquiers, donc, gagnent à tous les coups...**

**J.-P.F. :** Ce fut d'autant plus simple pour eux qu'ils ont porté ouverte dans tous les cercles de pouvoir. Ils ont en charge le financement de l'économie, mais aussi celui de la dette publique. En cela, ils traitent toujours au plus haut niveau. Cela leur donne un pouvoir de négociation considérable face aux gouvernements, d'autant plus qu'il existe une porosité entre les deux mondes. Mais ce déséquilibre ne pourrait pas exister si de nombreux économistes qui se considèrent toujours comme sérieux – même après cet échec patent – n'avaient légitimé la dérégulation des marchés financiers.

Ils n'ont cessé de produire des analyses montrant que la libéralisation de ces marchés avait un effet positif sur la croissance. Ce sont ces analyses, et leur soubassement doctrinal, qui ont montré toutes leurs limites. Aux Etats-Unis, avec un poids économique de 10 %, le secteur financier s'arroge près de 40 % des bénéfices. Il y a quelque chose qui ne va pas dans cet état du monde.

Le secteur financier a la mission de financer l'activité économique ; il est incompréhensible que, pour l'accomplir, il prélève près de la moitié des profits de l'économie. Il faut donc trouver un moyen de remettre le système financier à sa place, celle d'un instrument et non d'une fin en soi.

**Est-on sur ce chemin ?**

**J.-P.F. :** Pas vraiment. Les banques sont à nouveau gorgées de liquidités, que les

politiques monétaires et budgétaires leur ont fournies pour qu'elles continuent d'assurer leur mission de financement de l'économie, un bien public. Et que font-elles ? Financent-elles de nouveau l'économie ? Très peu, car, pour l'essentiel, elles s'adonnent à l'activité la plus rémunératrice, les transactions sur les actifs et donc sur les marchés financiers, entretenant ainsi les conditions d'une future bulle. Pis, le sauvetage à n'importe quelle condition des banques a considérablement accru leur pouvoir. Elles savent disposer d'une garantie implicite des Etats contre la faillite, garantie d'autant plus certaine qu'elles sont grosses.

Leur stratégie, rationnelle, a donc été de grossir davantage. C'est bien ce qui s'est passé : les grandes banques sont devenues encore plus grandes. Tous les ingrédients sont réunis pour que de nouvelles bulles encore plus dangereuses se forment. Sauf si l'on se réveille.

**Et comment ?...**

**J.-P.F. :** C'est en s'attachant aux causes profondes que l'on peut comprendre ce qui nous arrive aujourd'hui. La croissance des inégalités a été un phénomène quasi universel, à quelques exceptions près. A son origine, on trouve à la fois une bonne nouvelle et une mauvaise politique.

La bonne nouvelle ? Celle du développement des pays émergents qui a, de

Aux Etats-Unis, avec un poids économique de 10 %, le secteur financier s'arroge près de 40 % des bénéfices.



La police protège la Royal Bank et Scottish Gas de 630 de Londres, le 1<sup>er</sup> avril 2009.

MONDE

Isao Noda / AP

fait, conduit au « grand doublement », celui de la population active incluse dans l'échange international. La mauvaise politique ? Celle de l'adaptation à cette intensification de la concurrence sur les marchés du travail par des stratégies de concurrence sociale et fiscale entre pays développés et, surtout, entre pays européens.

On a compris la globalisation comme un champ de courses où celui qui court le plus vite ramasse toute la mise. Pour courir plus vite, il suffisait de baisser les impôts et les coûts salariaux. C'était un jeu non coopératif destructeur.

Ce système doctrinal a fait que les gouvernements n'avaient pas de porte de sortie. On leur a dit : « Pas de déficit public. » Ce qu'ils ont traduit par « pas d'investissement public ». On leur a dit : « Stabilité des prix. » Et ils ont compris « modération salariale ». Partout dans le monde, les riches ont payé moins d'impôts, tandis que les revenus des travailleurs, eux, stagnaient.

*Cela signifie-t-il qu'il faille donner un coup d'arrêt au processus de globalisation ?*

**J.-P.F.** : Non, car il y a deux façons d'être compétitif, deux façons de concevoir la globalisation. D'une part, une façon non coopérative, celle de la guerre des prix

et des salaires, qui est à l'œuvre et qui a montré ses insuffisances, sa dangerosité. Parce qu'il n'y a pas de limite : jusqu'où peut-on baisser l'impôt sur les bénéfices ? Jusqu'à zéro ! Cette concurrence fiscale paupérise les Etats. En les privant de ressources, ils se voient empêcher de mener à bien leurs actions, tant dans le domaine social que dans le développement d'investissements garants de la croissance du futur. Cette politique a été soutenue par des éditorialistes économiques qui trouvaient tout à fait normal que les épargnants pussent exiger un rendement de leurs placements bien supérieur au rendement moyen, alors qu'ils raillaient les syndicats (mais au nom de la lutte contre l'inflation) qui avaient la même revendication impossible à satisfaire.

Mais il existe aussi une façon coopérative qui consiste à rechercher la compétitivité par la productivité. C'est-à-dire à mettre en place des stratégies d'investissement et de développement. Ces politiques sont en effet spontanément coopératives, car la demande interne croît dans chaque pays, et chacun en profite. La croissance de la productivité fait croître les niveaux de vie, ce qui profite à tous. C'est ce cercle vertueux qu'il convient de mettre en œuvre.

*Plus facile à dire qu'à faire... Vous avez participé à la commission sur « la mesure de la performance économique et du progrès social ». Quel sens votre travail prend-il avec la crise ?*

**J.-P.F.** : Il faut changer notre façon de voir les choses. La crise met en cause nos systèmes de mesure de la richesse. Il faut prendre l'économie par le bon bout – le développement humain – et adopter des objectifs alternatifs. Qu'est-ce qui importe aux gens ? Le produit intérieur brut ? On abreuve les populations de ce chiffre ! Donnons leur plutôt des indicateurs de revenus et d'inégalité. Car ce que nous mesurons détermine notre action.

Si l'on fait en sorte que les revenus, les inégalités, les déterminants objectifs du bien-être deviennent les critères du débat politique, alors les gouvernements infléchiront leurs politiques. Mais, pour y parvenir, il faut d'abord nous libérer des doctrines, des habitudes, désapprendre ce que nous pensions important, pour apprendre ce qui l'est réellement ■

*Propos recueillis par Hervé Nathan et Emmanuel Lévy*

\* Président de l'Observatoire français des conjonctures économiques et représentant de l'école keynésienne, qui occupe le rôle de l'Etat dans l'économie.